



Cahier des Clauses Administratives Particulières
(C.C.A.P.)
Valant acte d'engagement



A] INFORMATIONS ESSENTIELLES DU CONTRAT

Marché numéro	(si non renseigné ici : figure dans le courrier de notification)	
Objet du marché	Prestations de maintenance, assistance et contrôle technique des véhicules et fournitures de pièces détachées et accessoires pour les véhicules du Groupement Hospitalier de Territoire Haute-Garonne et Tarn Ouest	
Mode de passation	Procédure adaptée, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique.	
Etablissements concernés	Se reporter à l'annexe au C.C.A.P. "Groupement G.H.T."	N/A
Service / Personne en charge du suivi du marché	Sera communiqué ultérieurement	N/A
Forme du contrat	Accord-cadre exécuté par émission de bons de commande	<u>3</u>
Allotissement	OUI	<u>Erreur ! Source du renvoi introuvable.</u>
Durée initiale du marché	12 mois	<u>6</u>
Reconductions	NON	<u>6</u>
Forme des prix	Prix révisibles	<u>Erreur ! Source du renvoi introuvable.</u>
Renseignements facturation	Code service (facturation électronique) : Sera communiqué sur chaque bon de commande	<u>16.5</u>

B] IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU CANDIDAT

(mandataire en cas de groupement d'entreprise)

Nom de l'entreprise	[]	
Adresse siège social	[]	
Adresse de l'établissement qui exécutera la prestation (si différent du siège)	[]	
Représenté par	[]	
Courriel / Tél / Fax	[]	
Numéro de SIRET	[]	
Uniquement en cas de cotraitance		
Forme du groupement*	Groupement solidaire	
	* En cas de groupement conjoint, le mandataire est réputé solidaire des autres cotraitants à compter de la notification du marché.	
Désignation des membres du groupement	Prestations exécutées par les membres du groupement (si groupement conjoint)	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Mandat donné au mandataire	Pour signer le présent acte d'engagement et toutes les modifications ultérieures du marché en leur nom et pour leur compte ; ainsi que pour les représenter vis à vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations.				
Engagement du candidat	Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché énumérées à l'article 7 du présent C.C.A.P. valant acte d'engagement, et conformément à leurs clauses et stipulations Le Candidat s'engage, sur la base de son offre, à livrer les fournitures ou à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans l'annexe financière jointe au présent document.				
Taux d'escompte proposé	Choisissez un élément. si paiement rapide dans un délai inférieur à Choisissez un élément.				
Avance	Je renonce au bénéfice de l'avance : <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI				
Compte(s) à créditer	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB	Domiciliation
Signature de l'offre	Nom, prénom, qualité du signataire		Fait à ... Le ...		
C] IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR <i>(coordonnateur en cas de groupement de commandes)</i>					
Désignation	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE TOULOUSE, coordonnateur du groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest <i>En cas de groupement, les informations relatives aux autres établissements figurent en annexe du C.C.A.P.</i>				
N° TVA intracommunautaire	CHUT : FR 382 631 00 125				
N° SIRET	CHUT : 263 100 125 00016				
Représentant du Pouvoir Adjudicateur	Monsieur le Directeur général du CHU de Toulouse (ou son représentant)				
Désignation du comptable assignataire des paiements	Madame La Trésorière du centre hospitalier universitaire de Toulouse Hôtel-Dieu Saint-Jacques 2 rue Viguerie TSA 80035 31059 Toulouse cedex 9				
Mois de remise des offres (M0)	Mars 2026				
Décision du Pouvoir Adjudicateur	La présente offre est acceptée : - aux prix indiqués dans les annexes financières jointes au présent document ; - pour le ou les lots indiqués dans la lettre de notification du marché ; - et conformément aux précisions et compléments éventuels figurant dans la lettre de notification du marché.				

Signature	Fait à Toulouse, le	Le Directeur général
-----------	---------------------	-----------------------------

Table des matières

0	Définitions	6
1	Définition des parties contractantes	6
1.1	Pouvoir Adjudicateur	6
1.2	Fonctionnement du groupement de commandes	7
1.3	Titulaire.....	7
1.3.1	Identification	7
1.3.2	Groupement d'opérateurs économiques.....	7
1.4	Forme des notifications.....	7
1.4.1	Notifications destinées au Titulaire.....	8
1.4.2	Notifications destinées au Pouvoir Adjudicateur	8
2	Objet du marché.....	8
3	Forme du marché	8
3.1	Type de marché	8
3.2	Forme de marché	8
4	Décomposition en lots.....	9
5	Marchés complémentaires et/ou de prestations similaires	9
6	Durée du marché.....	9
7	Documents contractuels	9
8	Lieux de livraison ou d'exécution	10
9	Délais de livraison ou d'exécution.....	10
9.1	Délais de livraison normal	10
9.2	- Difficultés de livraison	10
10	Emission des bons de commande ou ordres de service.....	11
10.1	Emission des bons de commande	11
11	Conditions de livraison ou d'exécution	11
11.1	Conditions Générales	11
11.2	Conditions Particulières.....	12
11.3	Contrôle de la qualité en cours d'exécution du marché	12
12	Constataion de l'exécution des prestations.....	12
13	Garantie.....	13
14	Modalités de détermination des prix.....	13
14.1	Contenu des prix.....	13

14.2	Prix de règlement	13
14.3	Forme des prix.....	13
14.4	Variation des prix.....	13
14.5	Clause butoir	14
14.6	Clause de prix promotionnel	14
14.7	Remises.....	14
15	Clauses de financement et de sûreté	14
16	Modalités de règlement du marché	15
16.1	Mode de règlement.....	15
16.2	Avance	15
16.3	Cession ou nantissement de créances	15
16.4	Acomptes – paiements partiels.....	15
16.5	Paie ment	16
16.5.1	Répartition des paiements	16
16.5.2	Présentation des factures électroniques.....	16
16.5.3	Mentions à faire figurer dans la facture.....	16
16.5.4	Traitement des factures	17
16.6	Escompte	17
16.7	Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement	17
17	Pénalités	17
17.1	Généralités	17
17.2	Pénalités de retard	18
17.3	Pénalités pour mauvaise exécution des prestations.....	18
17.4	Pénalités pour retard dans la fourniture de documents.....	18
17.5	Cumul des pénalités	18
18	Responsabilités.....	19
19	Clauses sociales et/ou environnementales	19
20	Autres obligations du Titulaire	19
20.1	Changements affectant le Titulaire	19
20.2	Sous-traitance.....	19
20.3	Assurances.....	20
20.4	Obligation de sécurité	20
20.5	Obligation de conseil	20
20.6	Protection des données et obligation de confidentialité.....	20

20.6.1	Protection des données personnelles par la mise en œuvre du R.G.P.D.....	20
20.6.2	Obligation de confidentialité.....	21
21	Modifications du marché	21
21.1	Cession du marché	21
21.1.1	Par le Titulaire.....	21
21.1.2	Par le Pouvoir Adjudicateur.....	22
21.2	Evolution.....	22
22	Résiliation du marché – Exécution par défaut	23
22.1	Résiliation pour événements extérieurs au marché	23
22.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	23
22.3	Résiliation pour faute du Titulaire.....	23
22.4	Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	23
22.4.1	En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution	23
22.4.2	Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire.....	24
22.5	Rupture conventionnelle du marché.....	24
22.5.1	Mise en œuvre.....	24
22.5.2	Effet de la rupture	24
22.6	Arrêt de l'exécution des prestations	25
23	Titulaire étranger.....	25
24	Différends et litiges	25
25	Dérogations au CCAG/FCS	25

0 Définitions

Marché public : tout contrat, marché ou accord-cadre, conclu sur le fondement du code de la commande publique.

Pouvoir Adjudicateur : personne morale soumise au code de la commande publique, qui passe le marché ou l'exécute, soit seule, soit conjointement avec d'autres personnes morales dans le cadre d'un groupement de commandes.

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : représentant légal du Pouvoir Adjudicateur ou son délégataire.

Responsable du Traitement : Pouvoir Adjudicateur défini ci-avant, responsable d'un traitement de données à caractère personnel soumis au Règlement Général sur la Protection des Données (ci-après le « R.G.P.D. »).

Titulaire : opérateur économique ou groupement d'opérateurs économiques ayant conclu le marché avec le Pouvoir Adjudicateur. Lorsque le Titulaire est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte du Pouvoir Adjudicateur dans le cadre de l'exécution du marché, il est qualifié de « sous-traitant » au sens du R.G.P.D.

Coordonnateur : personne publique qui assure la passation du marché et son suivi contractuel, pour le compte des membres d'un groupement de commandes.

Etablissement : personne publique bénéficiaire du marché en sa qualité de membre d'un groupement de commandes ou d'un groupement hospitalier de territoire.

Service approvisionnement : service du Pouvoir Adjudicateur en charge de la gestion des commandes émises sur le fondement du marché.

1 Définition des parties contractantes

1.1 Pouvoir Adjudicateur

Les Pouvoirs Adjudicateurs sont les établissements membres du groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest * identifiés en annexe du présent C.C.A.P et ayant pour coordonnateur le

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE TOULOUSE
Hôtel-Dieu Saint-Jacques
2, rue viguerie
TSA 80035
31059 TOULOUSE cedex 9

ci-après dénommé : « le CHU de Toulouse »

* Le G.H.T. Haute-Garonne Tarn Ouest

La loi de modernisation de notre système de santé du 26 janvier 2016 a créé un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, les « groupements hospitaliers de territoires » (G.H.T.). L'objectif de cette nouvelle organisation hospitalière est de garantir à tous les patients un meilleur accès aux soins en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical et d'un projet de soins partagés.

Dans ce cadre, le groupement hospitalier de territoire de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest, créé le 1^{er} juillet 2016, est constitué par l'adhésion des centres hospitaliers suivants : Comminges-Pyrénées, Lavaur, Muret, Gérard Marchant et les Hôpitaux de Luchon, autour du Centre hospitalier universitaire de Toulouse, désigné établissement support du G.H.T.

L'établissement support est chargé de coordonner, au niveau du territoire, la fonction achats, le système d'information, la coordination des plans de formation continue et de développement professionnel continu de l'ensemble des personnels.

Prestations de maintenance, assistance et contrôle technique des véhicules et fournitures de pièces détachées et accessoires pour les véhicules du Groupement Hospitalier de Territoire Haute-Garonne et Tarn Ouest

Plus particulièrement, concernant les achats, l'établissement support est chargé, aux termes des dispositions prévues par l'article R 6132-16 du code de la santé publique, de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants. Il assure la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Enfin, en plus des établissements membres du G.H.T., les Groupements de Coopération Sanitaire « Clinique Universitaire du Cancer » et « Blanchisserie Toulousaine de Santé » sont également associés à la démarche de mutualisation des achats conduite par le CHU de Toulouse.

1.2 Fonctionnement du groupement de commandes

Le CHU de Toulouse agit en qualité d'établissement coordonnateur et représente à ce titre les membres du groupement de commandes.

En phase de passation du marché, il constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il prend en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre.

En phase d'exécution du marché :

- Le coordonnateur assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, résiliation du marché), en concertation avec les autres membres le cas échéant ;
- Les établissements membres du groupement assurent, chacun pour la part du marché qui les concerne, l'exécution financière du marché (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures).

Le coordonnateur est représenté par son Directeur général, représentant légal, ou son délégataire. ✕

1.3 Titulaire

1.3.1 Identification

Le « Titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire est dûment identifié en page de garde du présent document.

1.3.2 Groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, l'acte d'engagement mentionne l'identité du mandataire, la composition et la nature du groupement.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis à vis du Pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations. Le mandataire assiste à toutes les réunions éventuellement prévues par le marché.

Par dérogation à l'article 3.5 du CCAG/FCS, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le Pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le Pouvoir Adjudicateur invite les opérateurs groupés à désigner, dans un délai de quinze (15) jours, un nouveau mandataire parmi les autres membres du groupement. Cette substitution fait l'objet d'un avenant.

En matière de pénalités, ces dernières sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente ou à défaut de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur le montant dû au mandataire, sans que cette opération n'engage la responsabilité du Pouvoir Adjudicateur.

1.4 Forme des notifications

Il est fait application des dispositions des articles 3 et 4 du CCAG/FCS avec les précisions qui suivent.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire, de l'acte d'engagement et de ses annexes. La date de notification est celle figurant sur l'accusé de réception.

Prestations de maintenance, assistance et contrôle technique des véhicules et fournitures de pièces détachées et accessoires pour les véhicules du Groupement Hospitalier de Territoire Haute-Garonne et Tarn Ouest

1.4.1 Notifications destinées au Titulaire

La notification du marché et de ses avenants est effectuée par voie électronique. Les autres actes d'exécution et décisions peuvent également être notifiés électroniquement. L'adresse du candidat faisant foi est celle renseignée par celui-ci sur le profil d'acheteur lors du dépôt de son offre.

Lorsque notification du marché ou de tout acte pris pour son exécution est effectuée au moyen du profil d'acheteur ou d'une communication électronique utilisant un procédé d'horodatage qualifié, la notification est acquise le jour où le candidat accuse réception de cette communication. Dans le cas où le candidat n'accuse pas réception de cette communication dans un délai de quinze (15) jours à compter de son envoi, la notification est réputée acquise le jour de cet envoi.

1.4.2 Notifications destinées au Pouvoir Adjudicateur

Les notifications destinées au Pouvoir Adjudicateur, prévues en application des clauses du présent C.C.A.P., telles que les observations sur bons de commande ou ordre de service, les demandes de révision de prix, les modifications affectant le Titulaire, les réclamations et différends, sont effectuées par voie postale ou électronique, à l'adresse indiquée en page de garde du présent document.

2 Objet du marché

Le présent marché a pour but de définir les conditions techniques et financières suivant lesquelles le Titulaire s'engage à exécuter les prestations suivantes : Prestations de maintenance, assistance et contrôle technique des véhicules et fournitures de pièces détachées et accessoires pour les véhicules du Groupement Hospitalier de Territoire Haute-Garonne et Tarn Ouest

De manière exceptionnelle, il est prévu, en cas de besoin, des commandes sur le catalogue du fournisseur, de produits de même nature, non référencés à l'état des besoins. Il est précisé que ces produits seront conformes à l'objet du marché et qu'ils ne pourront dans tous les cas représenter plus de 15 % du montant maximum en valeur du marché.

3 Forme du marché

3.1. Type de marché

Il s'agit d'un marché de services à titre principal et fournitures à titre accessoire.

3.2. Forme de marché

Il s'agit d'un accord-cadre exécuté par émission de bons de commande, dans les conditions prévues aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant ni quantité minimum et avec un maximum (en valeur ou en quantité).

L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum défini par lot comme suit :

- Lot 7 – CH Comminges Pyrénées et Hôpitaux de Luchon : Prestations de maintenance et assistance des véhicules non sanitaires (carrosserie, mécanique, pneumatiques et produits associés) → **45 000 € HT**
- Lot 9 – CH de Muret : Prestation de maintenance et assistance des véhicules (carrosserie, mécanique, pneumatique et peinture) → **35 000 € HT**

Ces montants s'entendent sur la durée totale du marché.

L'accord-cadre est conclu en mono-titularisation pour tous les lots.

Ces lots font l'objet d'une exigence particulière de proximité géographique, détaillée dans l'article 11.2 du présent CCAP.

Prestations de maintenance, assistance et contrôle technique des véhicules et fournitures de pièces détachées et accessoires pour les véhicules du Groupement Hospitalier de Territoire Haute-Garonne et Tarn Ouest

4 Décomposition en lots

Le marché est passé en lots séparés. Chacun des lots donnera lieu à la conclusion d'un marché ou accord-cadre.

Si plusieurs lots sont attribués à un même Titulaire, il est toutefois possible de ne signer avec ce Titulaire qu'un seul acte d'engagement regroupant tous ces lots.

Chacun des lots pris individuellement pourra faire l'objet d'une reconduction si celle-ci est prévue par le marché.

Le détail des lots est le suivant :

- Lot 7 – CH Comminges Pyrénées et Hôpitaux de Luchon : Prestations de maintenance et assistance des véhicules non sanitaires (carrosserie, mécanique, pneumatiques et produits associés)
- Lot 9 – CH de Muret : Prestation de maintenance et assistance des véhicules (carrosserie, mécanique, pneumatique et peinture)

5 Marchés complémentaires et/ou de prestations similaires

Conformément à ce qui est prévu à l'article R.2122-4 1° du code de la commande publique, pour les marchés de fournitures, constituant des options au sens du droit communautaire, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés négociés complémentaires avec le(s) Titulaire(s) de ce marché.

Conformément à ce qui est prévu à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, pour les marchés de services ou travaux, constituant des options au sens du droit communautaire, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés négociés de réalisation de prestations similaires avec le(s) Titulaire(s) de ce marché.

6 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois calendaires à compter de sa notification.

Il est reconductible tacitement par période de douze (12) mois dans la limite de trois (3) reconductions, sauf décision expresse de non reconduction du Pouvoir Adjudicateur.

Le cas échéant, au terme de chaque période du marché, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision écrite de non reconduction, qu'il notifie au Titulaire deux (2) mois avant la date d'échéance du marché.

Chaque lot pris individuellement est ainsi reconductible.

Le Titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction. Il ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de la décision de non reconduction.

La durée totale du marché n'excèdera pas quatre (4) ans.

Le marché est conclu pour une durée de quarante-huit (48) mois calendaires à compter de sa notification.

7 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- la lettre de notification du marché et son accusé réception ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières valant acte d'engagement et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant :
 - Annexes financières (BPU et catalogue éventuel),

Prestations de maintenance, assistance et contrôle technique des véhicules et fournitures de pièces détachées et accessoires pour les véhicules du Groupement Hospitalier de Territoire Haute-Garonne et Tarn Ouest

- Annexes relatives aux établissements adhérents du groupement de commandes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes (les lister) dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant :
 - DTO D : Etat parc véhicules CHCP HDL
 - DTO E : Prestations courantes lot 7
 - DTO F : Etat parc CHM
- Les comptes-rendus de réunion de déploiement prévues au CCTP
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modificatifs éventuels, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021, JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021, texte n°18) ;
- l'offre technique du Titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Seul l'exemplaire du contrat conservé dans les archives de l'administration fait foi.

8 Lieux de livraison ou d'exécution

Les lieux de livraison des matériels et fournitures ainsi que les lieux d'exécution des prestations sont définis dans l'annexe au présent C.C.A.P., dans le cahier des clauses techniques particulières et, le cas échéant, dans les bons de commande.

La liste des lieux d'exécution est susceptible d'évoluer au cours du marché (déménagement, suppression ou ajout de site), sans surcoût pour le Pouvoir Adjudicateur. Le cas échéant, cela sera formalisé par émission d'un ordre de service.

9 Délais de livraison ou d'exécution

9.1 Délais de livraison normal

Les fournitures / services faisant l'objet de chaque bon de commande devront être exécutées dans le délai prévu dans le CCTP ou à défaut dans l'offre du titulaire à compter de la date de notification du bon de commande.

Cependant, le Pouvoir Adjudicateur peut prolonger le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG/FCS, s'il est fait obstacle à l'exécution du marché du fait du Pouvoir Adjudicateur ou du fait d'un événement ayant un caractère de force majeure.

9.2 - Difficultés de livraison

Lorsque le Titulaire ne peut honorer une commande de manière totale ou partielle, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai le service approvisionnement du pouvoir adjudicateur lequel pourra procéder éventuellement à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande.

Cette information préalable se réalise :

- soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps,
- soit par courriel.

Le service approvisionnement prendra alors la décision de :

- accepter le retard de livraison,
- accepter une livraison partielle,
- différer la date de livraison à une date définie,
- modifier partiellement ou totalement la commande,
- annuler partiellement ou totalement la commande.

Toute livraison / prestation qui ne serait pas effectuée conformément aux stipulations du présent article pourra être retournée au Titulaire à ses frais.

Prestations de maintenance, assistance et contrôle technique des véhicules et fournitures de pièces détachées et accessoires pour les véhicules du Groupement Hospitalier de Territoire Haute-Garonne et Tarn Ouest

De plus, le Titulaire se trouvant dans l'incapacité de fournir les produits dans les délais imposés, devra transmettre au service approvisionnement, une proposition de produits de substitution. Le responsable approvisionnement prendra alors la décision d'accepter ou non le produit de substitution proposé par le Titulaire.

10 Emission des bons de commande ou ordres de service

10.1 Emission des bons de commande

Aucune fourniture ni prestation exécutée par émission de bons de commande ne pourra être livrée ou réalisée par le Titulaire, ni ne donnera lieu à aucun paiement par le Pouvoir Adjudicateur, si elle n'a pas préalablement donné lieu à l'émission d'un bon de commande notifié au Titulaire.

Les bons de commande comportent les informations suivantes :

- L'identification du Titulaire ;
- Les références des prestations et/ou fournitures commandées ainsi que leurs quantités ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le code du service en charge du paiement,
- Le délai d'exécution ;
- La date d'émission ;
- Les montants et taux de TVA ;
- Le lieu de livraison.

Les bons de commande sont numérotés, datés et signés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur. Ils sont adressés au Titulaire en un exemplaire, par tout moyen permettant de conférer date certaine à leur transmission.

Toute commande effectuée en urgence par téléphone ou courriel fait l'objet d'un bon de commande établi sans délai.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, si, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrés pour une livraison standard (ou 24h pour une livraison en urgence) à compter de la réception du bon de commande par le Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur n'a pas reçu d'observations de la part du Titulaire, ce dernier est réputé avoir accepté les prescriptions définies dans le bon de commande.

11 Conditions de livraison ou d'exécution

11.1 Conditions Générales

Les livraisons doivent être conformes aux commandes qui sont effectuées par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant, en fonction des besoins de l'établissement.

Les fournitures seront accompagnées d'un bon de livraison conformément aux dispositions de l'article 21 du CCAG/FCS, indiquant :

- la date d'expédition ;
- la référence de la commande ou du marché, (le Titulaire fera apparaître sur le bon de livraison, l'unité dans laquelle a été passée la commande) ;
- l'identification du Titulaire du marché ;
- l'identification des fournitures livrées et quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage, seront indiquées en sus des quantités livrées.

En cas d'impossibilité de livrer au jour prévu, il sera fait application des dispositions prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS. Le Titulaire en avisera préalablement le représentant du Pouvoir Adjudicateur et fera connaître la nouvelle date de livraison, laquelle en tout état de cause devra être exécutée dans un délai n'excédant pas une semaine à compter de la date initialement prévue.

11.2 Conditions Particulières

Le Pouvoir Adjudicateur n'accepte pas de seuil minimum de commande en quantité ou en valeur.

Pour le lot 7 – CH Comminges Pyrénées et Hôpitaux de Luchon : Prestations de maintenance et assistance des véhicules non sanitaires (carrosserie, mécanique, pneumatiques et produits associés) :

Pour des raisons liées à la continuité de service, à la rapidité d'intervention et de restitution des véhicules et aux effectifs limités dédiés à cette activité, le titulaire devra impérativement se trouver dans un rayon géographique de 50 km autour de Bagnères-de-Luchon (point géographique de référence = mairie de Bagnères-de-Luchon). En effet une distance supérieure, compte tenu des temps de trajet, entraînerait une indisponibilité trop longue des véhicules et une mobilisation trop importante des agents, incompatible avec les nécessités de service.

Pour le lot 9 – CH de Muret : Prestation de maintenance et assistance des véhicules (carrosserie, mécanique, pneumatique et peinture) :

Pour les mêmes impératifs de continuité de service, de rapidité d'intervention et de restitution des véhicules et d'effectifs limités dédiés à cette activité, le titulaire devra impérativement se trouver dans un rayon géographique de 20 km autour de Muret (point géographique de référence = mairie de Muret).

11.3 Contrôle de la qualité en cours d'exécution du marché

Le Titulaire s'engage, au titre du marché qui lui est confié, à garantir la qualité des fournitures qu'il délivre et leur conformité aux stipulations du présent marché.

Le Titulaire s'engage, au titre du marché qui lui est confié, à garantir la qualité des prestations qu'il délivre et leur conformité aux stipulations du présent marché.

Il garantit, de manière générale, la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art. Il s'engage à proposer durant toute l'exécution du projet des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

Le Pouvoir Adjudicateur peut suivre sur place l'exécution des prestations, conformément à l'article 17 du CCAG/FCS.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des prestations fournies par le Titulaire. Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par le Pouvoir Adjudicateur ou par un tiers à sa demande, sont opposables au Titulaire.

Le contrôle qualité est établi contradictoirement par le Titulaire et par le Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire sera averti au moins deux (2) jours à l'avance de la date du contrôle, afin qu'il puisse détacher un membre de son personnel pour cette opération.

12 Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification et d'admission des prestations, sont effectuées par le Pouvoir Adjudicateur et ce, conformément aux dispositions des articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG/FCS, sous réserve des précisions et/ou dérogations qui suivent.

Les prestations prévues par le présent marché font l'objet de vérifications quantitative et qualitative simples au sens de l'article 28.1 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, la présence du Titulaire aux opérations de vérification n'est pas requise.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

La signature du bon de livraison sans mentions de réserves vaut décision d'admission des prestations. En cas de réserves inscrites sur le bon de livraison, celles-ci doivent être confirmées par décision écrite d'ajournement ou de réfaction notifiée au Titulaire dans un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison. A défaut, l'admission des fournitures est réputée acquise.

Toutefois, les fournitures rapidement altérables font l'objet d'une décision dès le jour de la livraison.

La décision d'admission vaut attestation de service fait et permet ainsi, sous réserve de la réception de la facture correspondante, le paiement de la prestation selon les conditions prévues à l'article 16.5 du présent C.C.A.P.

13 Garantie

Conformément aux prescriptions de l'article 33 du CCAG/FCS, la fourniture est garantie contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement, à compter de la date de notification de la décision d'admission et pendant un an au minimum. La durée de garantie applicable est celle proposée par le Titulaire dans son offre lorsque celle-ci est supérieure à un an.

14 Modalités de détermination des prix

14.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les frais de gestion ne sont pas acceptés.

14.2 Prix de règlement

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres renseigné en page de garde du présent document [rubrique C]. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

14.3 Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Les prix du marché figurent à l'acte d'engagement ou dans ses annexes financières.

14.4 Variation des prix

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont révisables annuellement, à la date anniversaire de notification du marché, sur demande de l'une ou l'autre des Parties, en application de la formule suivante :

$$P = Po [0,20 + 0,80 (I / Io)]$$

avec :

P Prix révisé pour l'année N

Po Prix du marché en cours

I Indice de référence* publié au moment de la demande de révision pour l'année N

Prestations de maintenance, assistance et contrôle technique des véhicules et fournitures de pièces détachées et accessoires pour les véhicules du Groupement Hospitalier de Territoire Haute-Garonne et Tarn Ouest

lo Indice de référence* du mois anniversaire de notification du marché de l'année N-1

*L'indice de référence pour le marché est :

- Pour les prestations de main d'œuvre : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Commerce (NAF rév. 2 section G) - Base 100 en décembre 2008 – Identifiant 001565189 – Accès : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565189>
- Pour les pièces détachées et accessoires hors pneumatiques : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 29.3 – Équipements automobiles – Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764252 – Accès : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764252>
- Pour les pneumatiques uniquement : Indice de prix de l'offre intérieure des produits industriels – CPF 22.11 – Pneus neufs et rechapés – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764832 : Accès : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764832>

La demande de révision est adressée par la Partie la plus diligente à l'autre Partie, par tout moyen permettant de conférer date certaine à sa transmission, au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire de notification du marché. A défaut d'intervenir dans ce délai ou dans cette forme, la demande de révision peut être refusée par l'autre Partie.

En cas d'accord, les prix révisés sont applicables pour la période suivante. La nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Dans le cas où un indice ne serait plus publié, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, la substitution d'indice est effectuée par voie d'avenant.

14.5 Clause butoir

Sans objet.

14.6 Clause de prix promotionnel

Les prix des fournitures ou prestations figurant au marché peuvent évoluer temporairement à la baisse dans le cadre d'offres promotionnelles sur l'initiative du Titulaire.

Le Titulaire adresse le tarif promotionnel à l'acheteur ainsi que toutes les précisions nécessaires :

- durée de validité de la promotion (début et fin),
- désignation des produits concernés.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

14.7 Remises

Des remises complémentaires peuvent être proposées par le Titulaire, elles sont alors renseignées dans le bordereau de prix. Ces remises peuvent être récupérées par avoirs sur factures ou, à défaut, par émission d'un titre de recettes. Il pourra être demandé au Titulaire de produire un état récapitulatif des commandes pouvant donner lieu au déclenchement d'une remise pour la période considérée.

15 Clauses de financement et de sûreté

Le marché ne prévoit pas de garanties financières au sens des articles R.2191-32 à R.2191-44 du code de la commande publique.

16 Modalités de règlement du marché

16.1 Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement administratif.

16.2 Avance

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire du marché lorsque le montant initial de ce marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

L'avance sera accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Si la durée d'exécution du bon de commande est inférieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à 5% du montant T.T.C. du bon de commande.

Si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à : (montant bon de commande T.T.C. x 12 mois / durée du marché en mois) x 5 %

L'avance sera payée dans un délai maximum de 50 jours à partir de la date de notification du marché, de l'affermissement de la tranche ou du bon de commande.

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant initial.

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

Toutefois, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance ; dans ce cas, le candidat le précisera dans l'acte d'engagement.

Dans le cas d'une reconduction, la même procédure sera adoptée pour le versement de l'avance.

Il ne sera pas accordé d'avance supplémentaire à celle décrite ci-dessus.

16.3 Cession ou nantissement de créances

Le Titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché en fait la demande par écrit au Pouvoir Adjudicateur. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances issues des marchés.

Dans le cadre des marchés à bons de commande, le Titulaire précise s'il souhaite obtenir :

- un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique du marché,
- un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique de chaque bon de commande.

Dans ces deux hypothèses, en cas de groupement de commandes il devra adresser sa demande auprès de chaque établissement membre du groupement.

16.4 Acomptes – paiements partiels

Le paiement des prestations intervient après exécution complète du bon de commande.

Pour les bons de commandes dont la durée d'exécution excède un mois, le Titulaire peut demander soit au moment du dépôt de son offre, soit en cours d'exécution du marché, la réduction de la périodicité des paiements à un mois.

16.5 Paiement

16.5.1 Répartition des paiements

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser. Le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

16.5.2 Présentation des factures électroniques

Les factures sont transmises sous forme électronique, conformément aux articles L.2192-1 et L.2192-2 du code de la commande publique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail de facturation par le Titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le Titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation, le Pouvoir Adjudicateur rejette la facture après avoir invité le Titulaire à utiliser le portail. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

En cas de facture faisant suite à l'émission d'un bon de commande, le numéro du bon de commande et le code du service sont mentionnés dans le bon de commande notifié au Titulaire.

Le numéro SIRET du Pouvoir Adjudicateur à indiquer dans les factures, ainsi que le code du service permettant de connaître le lieu de dépôt des factures sous Chorus Pro, sont renseignés en page de garde du présent document [rubriques A et C] ou, en cas de groupement de commandes, en annexe du C.C.A.P.

16.5.3 Mentions à faire figurer dans la facture

Après exécution des prestations, le Titulaire du marché présentera à la Direction ou au Pôle concerné, une facture où devront figurer, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- La dénomination sociale, numéro SIRET et adresse du Titulaire,
- La désignation sociale et adresse du destinataire de la facture, numéro SIRET,
- La mention du code du service en charge du paiement,
- Le numéro de facture,
- Le numéro de marché et son objet,
- Le cas échéant, le numéro du bon de commande en vertu duquel la facture est émise,
- L'identité bancaire ou postale telle que précisée sur l'acte d'engagement,
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services,
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Il est établi une facture par bon de commande.

16.5.4 Traitement des factures

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le représentant légal du Pouvoir Adjudicateur identifié en page de garde du présent document [rubrique C], en cas de groupement de commandes, en annexe du présent document.

Le paiement s'effectuera dans les conditions prévues aux articles R.2191-23 à R.2191-31 du code de la commande publique. Conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 50 jours pour les établissements publics de santé et à 30 jours pour les groupements de coopération sanitaires, à compter de la date de réception de la facture par les services du Pouvoir Adjudicateur ou, si l'admission des prestations intervient à une date postérieure à la réception de la facture, à compter de la date d'admission des prestations.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au Titulaire. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture correctement établie et des pièces manquantes.

En particulier, aucune facture ne sera réglée si elle contient des tarifs ajustés ou révisés d'office par le Titulaire, sans avoir fait l'objet d'une demande préalable acceptée par le Pouvoir Adjudicateur selon la procédure décrite à l'article consacré aux variations de prix.

Les coordonnées du comptable assignataire des paiements figurent en page de garde du présent document [rubrique C] ou, en cas de groupement de commandes, en annexe du présent document. Les paiements seront effectués par virement au crédit du compte courant figurant dans l'acte d'engagement.

L'attention du Titulaire est appelée sur les retards de mandatement générés par son fait et, notamment, par sa carence à produire les pièces nécessaires à la mise à jour administrative de l'accord-cadre et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du Titulaire. Tous les motifs de retards imputables au Titulaire suspendront de plein droit le délai de paiement.

Le paiement du marché s'effectue grâce aux crédits inscrits à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de l'établissement ou de chaque établissement en cas de groupement de commandes.

16.6 Escompte

Le Pouvoir Adjudicateur a mis en place une politique de paiement rapide à réception de la facture. En cas de groupement de commandes, les établissements ayant mis en place une politique de paiement rapide sont mentionnés en annexe du présent document. Le Titulaire pourra faire une proposition, précisant le délai de paiement attendu et le taux d'escompte applicable pour ce paiement rapide. L'escompte sera déduit du règlement de la facture concernée ou, à défaut, du règlement des factures suivantes.

16.7 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Ce taux est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

17 Pénalités

17.1 Généralités

Les pénalités dérogent aux stipulations prévues par l'article 14 du CCAG/FCS.

Les pénalités dues par les Titulaires, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis à l'article 9 du présent C.C.A.P. ou aux stipulations auxquelles il renvoie, les prestations des Titulaires ne sont pas entièrement réalisées ou sont mal réalisées.

Il appartient au Titulaire de faire, le cas échéant, la preuve que les manquements ou retards susceptibles d'engendrer l'application de pénalités ne lui sont pas imputables, soit qu'ils relèvent de la force majeure ou d'une cause exonératoire, soit en raison d'un manquement du Pouvoir Adjudicateur à ses propres obligations contractuelles.

Les manquements susceptibles d'engendrer l'application de pénalités peuvent être constatés par le Pouvoir Adjudicateur à tout moment.

Les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure préalable ; elles sont déduites de la facture correspondant aux prestations en retard ou des factures suivantes.

17.2 Pénalités de retard

En cas de retard dans la livraison des fournitures ou dans l'exécution des prestations définies ci-après, le Titulaire encourt une pénalité égale à :

$$P \text{ (en \%)} = \frac{1}{4} \times \frac{DC - DP}{DP} \times 100$$

Où :

P désigne le montant des pénalités (en % du montant total de la facture)

DC : le délai d'exécution constaté

DP : le délai d'exécution contractuel

Intervention à bon de commande : la pénalité est appliquée sur la facture correspondant au bon de commande, ou à défaut, lors du règlement définitif du marché

Les retards concernés sont les suivants :

- Retard sur le délai de prise en charge et de réparation des véhicules
- Retard sur le délai de dépannage / remorquage des véhicules
- Retard sur le délai de commande et livraison des pneumatiques ou de prise en charge et restitution du véhicule
- Retard sur le délai de reprise et recyclage des pneumatiques

17.3 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

En cas de problèmes de livraison récurrents, constatés à trois reprises, (livraisons incomplètes, en dehors des horaires prescrits, erreurs sur les bons de livraison, erreurs d'adresse...), une pénalité forfaitaire de 100 € pourra être appliquée par le Pouvoir Adjudicateur, pour chaque livraison concernée.

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché, constatés à trois reprises, (non-conformité des factures, changements de référence sans accord préalable du Pouvoir Adjudicateur,...), une pénalité forfaitaire de 100 € par constat pourra être appliquée par le Pouvoir Adjudicateur.

17.4 Pénalités pour retard dans la fourniture de documents

Le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard dans la fourniture des éléments de reporting mensuels attendus.

17.5 Cumul des pénalités

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard et de tout autre pénalité appliquées au Titulaire ne peut excéder 25% du montant total HT de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande concerné.

Prestations de maintenance, assistance et contrôle technique des véhicules et fournitures de pièces détachées et accessoires pour les véhicules du Groupement Hospitalier de Territoire Haute-Garonne et Tarn Ouest

18 Responsabilités

Il est fait application de l'article 8 du CCAG/FCS.

Il est par ailleurs précisé que la responsabilité du Titulaire peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au présent document.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des avaries survenant au cours des opérations de livraison ainsi, conformément à l'article 18.4 du CCAG-FCS, le Titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

19 Clauses sociales et/ou environnementales

Conformément à l'article 7.1 du CCAG/FCS le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/FCS, en cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'acheteur se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

20 Autres obligations du Titulaire

20.1 Changements affectant le Titulaire

Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur de tout changement affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- ses coordonnées bancaires ;
- toute autre modification ayant un impact sur l'exécution du marché.

Le Titulaire fait parvenir au Pouvoir Adjudicateur, le cas échéant, un extrait K, K bis ou D1 à jour des modifications, ou leur numéro SIREN, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et un relevé d'identité bancaire ou de caisse d'épargne.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, par courrier adressé à la personne en charge du suivi du marché, identifiée en page de garde du présent document [rubrique A].

20.2 Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu préalablement du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements, conformément aux dispositions prévues aux articles L.2193-1 et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Les sous-traitants de premier rang ont droit au paiement direct de leurs prestations, lorsque le montant des prestations sous-traitées atteint ou dépasse 600 € TTC.

Pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant, le Titulaire devra fournir :

Prestations de maintenance, assistance et contrôle technique des véhicules et fournitures de pièces détachées et accessoires pour les véhicules du Groupement Hospitalier de Territoire Haute-Garonne et Tarn Ouest

- l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) complété et signé par le Titulaire et son sous-traitant,
- la preuve des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant :
 - Déclaration du chiffre d'affaire des trois dernières années,
 - Liste des principales prestations analogues effectuées au cours de trois dernières années indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé,
 - Qualifications correspondant aux prestations sous-traitées,
 - Si le sous-traitant est en redressement judiciaire, joindre la copie du ou des jugements prononcés ;
- Pour les sous-traitants de premier rang, relevé d'identité bancaire ou postal ;
- Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement (caution personnelle et solidaire de l'entrepreneur principal) ;
- En cas de cession ou de nantissement du marché, le Titulaire doit en outre demander la modification de son exemplaire unique ou certificat de cessibilité qui lui a été délivré. A défaut, il joint une attestation de mainlevée bancaire, attestant que cette cession ne fait pas obstacle à l'acceptation du sous-traitant.

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu.

En outre, toutes les obligations mises à la charge du Titulaire du marché s'imposent à l'ensemble des sous-traitants, sous la responsabilité du Titulaire.

Pour la fourniture pure, le marché ne peut faire l'objet d'une sous-traitance telle que définie par l'article L.2193-2 du code de la commande publique.

20.3 Assurances

Le Titulaire souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages de toutes natures (corporels, matériels ou immatériels) occasionnés par l'exécution du marché et ce, en application de la réglementation en vigueur.

Il est fait application de l'article 9 du CCAG/FCS. Cependant, à chaque renouvellement de sa police, le Titulaire devra fournir au Pouvoir Adjudicateur la nouvelle attestation d'assurance et ce, pendant l'intégralité de la durée du marché.

20.4 Obligation de sécurité

Le Titulaire se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur, et notamment à celles issue du décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, à charge pour le Titulaire de les communiquer à son personnel.

20.5 Obligation de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil du Pouvoir Adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer sans délai le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, telles qu'elles ont été définies dans le présent C.C.A.P. et au C.C.T.P.

20.6 Protection des données et obligation de confidentialité

20.6.1 Protection des données personnelles par la mise en œuvre du R.G.P.D.

Non applicable au regard de l'objet du marché.

Prestations de maintenance, assistance et contrôle technique des véhicules et fournitures de pièces détachées et accessoires pour les véhicules du Groupement Hospitalier de Territoire Haute-Garonne et Tarn Ouest

20.6.2 Obligation de confidentialité

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations relatives à la confidentialité mentionnées à l'article 5 du CCAG/FCS.

Notamment, le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposés ou éventuels sous-traitants. En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché, et ce pour une durée de dix (10) ans.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics.

21 Modifications du marché

Outre les éventuelles stipulations relatives aux révisions de prix ou au fractionnement du marché, le présent marché comprend des clauses de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du code de la commande publique :

21.1 Cession du marché

21.1.1 Par le Titulaire

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra fournir :

- une déclaration sur l'honneur attestant que le cessionnaire ne tombe pas sous le coup d'un motif d'exclusion de la procédure de passation, prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique (*formulaire DC1 complété*) ;
- un extrait K, K bis ou D1 de moins de six mois, ou leur numéro SIREN, ainsi que l'identité mandataires sociaux et, le cas échéant, les pouvoirs des personnes habilitées à engager le cessionnaire ;
- l'attestation sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale et datant de moins de six mois ;
- une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- les autres documents établissant son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses garanties économiques et financières, techniques et professionnelles lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante de celui-ci ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Le Pouvoir Adjudicateur se prononce sur l'agrément du cessionnaire au plus tard un mois après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le Pouvoir Adjudicateur ne peut refuser une demande d'agrément que si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

21.1.2 Par le Pouvoir Adjudicateur

Il est expressément convenu que, si à un moment quelconque au cours de la période contractuelle, il se produit un changement de statut ou une transformation (quelle qu'en soit la nature) du Pouvoir Adjudicateur, celui-ci s'engage à en avertir le Titulaire par écrit avec le plus grand degré de détail possible, la cause et la nature de ce changement ou cette transformation et ses conséquences.

Si les changements ou transformations indiquées précédemment le nécessitent, le marché et tout autre document contractuel auquel le Pouvoir Adjudicateur est partie, pourra être exécuté au profit de nouveaux sites ou établissements, ou cédé à une nouvelle entité juridique ; dans tous les cas, le marché sera poursuivi sans que cela puisse donner lieu à un renchérissement ou un alourdissement quelconque des obligations du Titulaire ou à une atteinte aux droits qui sont les siens au titre du présent marché.

21.2 Evolution

Les parties pourront, par voie d'avenant ou d'ordre de service, modifier le marché dans les conditions de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique et ce afin de faire réaliser, si besoin, des fournitures ou services supplémentaires que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser ou d'ajuster les fournitures/prestations déjà prévues dans le marché.

Ainsi, en cours d'exécution du marché, des modifications et/ou ajouts ou de fournitures ou prestations en lien direct avec l'objet du marché peuvent intervenir soit à l'initiative du CHU, soit à celle du Titulaire, car rendus nécessaires soit par le biais d'une évolution réglementaire et/ou normative, soit par l'introduction d'innovation dans le secteur considéré, ou des évolutions suivantes notamment :

- Ajout de nouvelles fournitures/prestations (le cas échéant, y compris intégration de nouvelles fournitures/prestations du catalogue dans le BPU au-delà du quotat de 15% défini ci-avant) en lien notamment avec un accroissement ou une diminution de l'activité du CHU ayant une incidence directe sur les fournitures/prestations du marché, une redéfinition de la politique de consommation...
- Substitution d'une catégorie de produits par des produits plus performants ou similaires ou de technologie nouvelle à condition que le titulaire s'engage à maintenir, pour le moins, le prix qu'il aura consenti lors du dépôt de son offre pour le lot considéré. En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyse ou d'évolution réglementaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité après préavis de 3 mois, par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS.
- Suppression d'une catégorie/gamme de fournitures/prestations

Ces modifications et/ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale du marché.

Si une telle modification des fournitures du marché s'avérait nécessaire, et si les prix du marché ne permettent pas sa mise en œuvre unilatérale par ordre de service, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions selon lesquelles ces modifications peuvent être prises en compte, via la formalisation d'un avenant.

Elles pourront également se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles suite à la survenance d'un événement extérieur aux parties (ex. : dans le cadre de perturbations économiques réelles), afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions dont celles relatives à la durée, à la révision des prix (à la hausse comme à la baisse) ou aux conditions d'exécution de la prestation.

Ces éventuelles évolutions ne devront pas conduire à dépasser plus de 50% du montant maximum du marché.

Les parties tireront les conséquences d'un échec de leurs discussions dans le cadre de cette procédure de réexamen, et pourront appliquer les modalités de règlement à l'amiable des litiges telles que prévues dans le présent CCAP.

22 Résiliation du marché – Exécution par défaut

22.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

La résiliation pour événements extérieurs au marché peut intervenir dans tous les cas prévus à l'article 39 du CCAG/FCS.

Cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité.

22.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, une résiliation du marché par le Pouvoir Adjudicateur pour motif d'intérêt général, n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité, sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

22.3 Résiliation pour faute du Titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 41.1 du CCAG/FCS, et notamment, dans les cas particuliers suivants :

- en cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- lorsque le Titulaire, au cours de l'exécution du marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ;
- lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail ;

Sauf dans les cas cités à l'article 41.2 du CCAG/FCS, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le Pouvoir Adjudicateur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur met le Titulaire en demeure de faire cesser sans délai une situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, la mise en demeure est assortie d'un délai de deux (2) mois, conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du code du travail.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet au Pouvoir Adjudicateur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucun dommage et intérêt.

22.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

22.4.1 En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution

Pour les fournitures, sauf cas de force majeure, dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant. Une éventuelle

diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant. Cette exécution par défaut peut être mise en œuvre sans mise en demeure préalable.

Dans ce cas, le Titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le Pouvoir Adjudicateur, de son impossibilité de livraison ainsi que de la date de reprise de livraison : à défaut, le Pouvoir Adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le Titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

Pour les prestations de services, sauf cas de force majeure, dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations concernées aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant.

Cette exécution par défaut est précédée d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution par laquelle le Pouvoir Adjudicateur invite le Titulaire à se conformer à ses obligations, et l'informe de la sanction envisagée.

A l'expiration de ce délai, à défaut de rétablissement de la situation, le Pouvoir Adjudicateur y remédie aux frais et risques du titulaire, soit par lui-même, soit par une entreprise tierce désignée par lui.

Pendant toute la durée de la régie, le Titulaire n'a plus droit à aucune rémunération. En cas de reprise des prestations par le Titulaire, l'éventuel surcoût résultant de l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire, est déduit des premières factures afférentes à la poursuite de l'exécution des prestations jusqu'au remboursement de ce surcoût.

La régie cesse dès que le Titulaire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations. Le Titulaire est tenu d'informer par écrit le Pouvoir Adjudicateur, de la date à laquelle il est en mesure de reprendre l'exécution normale du marché. A défaut, le Pouvoir Adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de la mise en régie, et le Titulaire en supportera les conséquences financières.

22.4.2 Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire

En application de l'article 45.1 du CCAG/FCS, en cas de résiliation prononcée aux torts du Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire.

Le surcoût éventuel résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, est prélevé sur les sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice des droits du Pouvoir Adjudicateur à exercer un recours contre le Titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Pouvoir Adjudicateur.

22.5 Rupture conventionnelle du marché

22.5.1 Mise en œuvre

Les Parties peuvent, d'un commun accord, mettre fin au marché avant son exécution complète. A défaut d'accord, une résiliation peut intervenir selon les cas prévus aux articles 39 à 42 du CCAG/FCS et sous réserve des dérogations éventuellement prévues par le présent C.C.A.P.

La rupture conventionnelle prend la forme d'un avenant qui stipule, le cas échéant, le montant des créances restant dues par le Pouvoir Adjudicateur, le montant des pénalités dues par le Titulaire, l'éventuel droit à indemnité du Pouvoir Adjudicateur ou du Titulaire, et toute autre somme due par l'une ou l'autre des Parties en application du marché.

Cet avenant est signé par les représentants légaux des Parties contractantes du marché.

22.5.2 Effet de la rupture

Les commandes reçues par le Titulaire avant la date d'effet de la rupture du marché sont honorées, quelles que soient les dates d'exécution ou de livraison effectives.

La rupture met fin aux relations contractuelles à la date fixée dans l'avenant de rupture, ou, si l'avenant ne précise pas sa date d'effet, à sa date de notification.

22.6 Arrêt de l'exécution des prestations

L'arrêt de l'exécution des prestations décidé en application de l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent C.C.A.P. entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité pour le Titulaire.

23 Titulaire étranger

La monnaie de compte du marché est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

24 Différends et litiges

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 46 du CCAG/FCS.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent.

Toutes les correspondances seront rédigées en français.

25 Dérogations au CCAG/FCS

Nature de la dérogation	Article du CCAP	Article du CCAG/FCS
Notification du marché	Article 1.4	Article 4.2.1
Documents contractuels	Article 7	Article 4
Observations sur les bons de commande ou ordres de service	Article 10	Articles 3.7.2 et/ou 3.8.2
Constatation de l'exécution des prestations	Article Erreur ! Source du renvoi introuvable.	Articles 27 à 30
Paieement définitif	Article 16.1	Article 11.7.1
Pénalités	Article 17	Article 14
Résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général	Article 22.2	Article 42
Résiliation de l'accord-cadre pour faute du Titulaire	Article 22.3	En complément de l'Article 41